ISSN 1022 – 2448

*Horizons et débats*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

# Horizons et débats

28 janvier 2008
8e année
Nº 4

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## A l'instar d'Hitler, mise en branle de la planche à billets aux Etats-Unis

### Accélération de l'inflation dans le monde

*par William A. M. Buckler , The Privateer, Australie*

*gr. Dans son article, William Buckler décrit les mécanismes fondamentaux du système économique mondial. Ce système permet à une petite élite financière de privatiser des bénéfices astronomiques alors que les pertes sont «socialisées» et doivent donc être assumées par la collectivité. Les mesures visant à résoudre la crise du crédit (programme conjoncturel, facilités fiscales, accroissement de la masse monétaire, octroi de fonds, transformation en monnaie de pertes et de défaillances bancaires par les banques centrales) servent surtout à préserver les grandes banques, les assureurs de risques et les hedge fonds des conséquences de leurs affaires frisant l'escroquerie. Les citoyens en paient la facture sous la forme d'une inflation galopante, qui provoque une nouvelle répartition gigantesque du patrimoine entre pauvres et riches. Dépourvue de valeur, la monnaie de papier afflue chez les citoyens, les valeurs réelles se concentrant dans les banques d'affaires et les hedge fonds. On cherche à protéger un secteur financier complètement séparé de l'économie réelle. Depuis longtemps, l'obligation s'impose de revenir à une économie honnête et de protéger une classe moyenne saine et productive d'un capitalisme prédateur, qui menace de détruire les bases vitales de l'humanité ainsi que l'Etat de droit. Fait réjouissant, les signes s'accumulent que de nombreux pays d'Asie, mais aussi d'Europe, sont de moins en moins disposés à croire aux promesses du secteur financier mondial et cherchent à se distancer de son système d'exploitation.*

Les prix à la consommation montent dans le monde entier. Si la vitesse de la hausse diverge d'un pays à l'autre, la montée est en soi universelle. A l'avenir, les prix s'élèveront encore bien davantage.

#### Sauvegarde du savoir par l'emploi de notions appropriées

A l'origine de ces événements mondiaux futurs figure un attrape-nigaud conçu en 1936 par Lord *Keynes*, qui a fait passer la notion d'inflation de l'accroissement de la masse monétaire en circulation aux prix.

Selon Keynes, il n'y aurait pas d'inflation si les prix ne montaient pas. Il n'y aurait inflation que si l'on constate que les prix des biens, exprimés en monnaie, s'élèvent. Cette astuce a fait passer l'attention de la cause économique au symptôme. L'attention a été détournée de l'accroissement de la masse monétaire, qui est partout et toujours la cause réelle de la hausse des prix exprimée en monnaie. Depuis plus de trois générations, les gouvernements et les banques centrales ont accru la masse monétaire en circulation et ont tenté en vain, simultanément, d'entraver les effets économiques de l'inflation qu'ils ont suscitée. Ils ont institué des contrôles de prix, des rationnements, des réglementations supplémentaires, des majorations d'impôts et même des subventions pour faire baisser quelques prix élevés. Constatant l'inanité de ces efforts, ils se sont mis à falsifier les comptes en passant sous silence toutes les hausses de prix désagréables.

*Le dollar ne sera-t-il bientôt qu'un papier sans valeur? (photo caro)*

Il va de soi que l'on ne peut modifier un effet qu'en changeant sa cause. Telle est la base de la première loi de causalité – la loi de la cause et de l'effet. Si l'on ne veut pas que les prix exprimés en monnaie s'élèvent, il faut surtout éviter que la masse monétaire augmente.

La seule définition valable de l'inflation est l'accroissement de la masse monétaire. *La déflation* est une diminution de la masse monétaire. C'est aussi simple que cela.

#### Théorie et histoire de la monnaie stable de Ludwig von Mises

«Il n'est pas possible de comprendre l'idée de la monnaie stable sans reconnaître qu'elle a été créée comme protection des libertés individuelles contre les empiétements de gouvernements despotiques. *Idéologiquement, elle fait partie des mêmes catégories que les constitutions et les déclarations des droits de l'homme.*

Le besoin de garanties constitutionnelles et de déclarations de droits de l'homme a été une réaction contre l'arbitraire et le mépris de vieilles coutumes auxquels se sont livrés les rois. Initialement, l'exigence d'une monnaie stable est une réponse à la pratique de certains princes tendant à dévaluer leur monnaie. Cette exigence a été minutieusement élaborée et perfectionnée à une époque à laquelle les expériences faites avec la monnaie continentale américaine, avec le papier-monnaie de la révolution française et avec les limitations britanniques d'importations nous ont appris ce qu'un gouvernement peut faire subir au système monétaire d'une nation.» Cette réaction a suscité le siècle des lumières et… le régime classique de l'étalon-or.

#### Le régime classique de l'étalon-or

Le principal atout du régime classique de l'étalon-or est qu'il retire le pouvoir d'achat de la monnaie du contrôle du gouvernement, des banques et de la banque centrale. Ce régime forme une partie essentielle de l'ensemble du concept de limitation de la puissance gouvernementale. Dans la constitution des Etats-Unis par exemple, toute compétence du gouvernement fédéral est mentionnée explicitement, le nombre de ces compétences étant donc limité. Par ailleurs, le gouvernement n'a aucune compétence. S'il agit en dehors des compétences qui lui ont été réservées, il viole la constitution. En dehors des compétences de la puissance gouvernementale limitée, le régime classique de l'étalon-or est le moyen économique réel par lequel toute personne vivante – homme, femme ou enfant – tient en mains son propre pouvoir d'achat sous la forme de monnaies d'or, hors d'atteinte de tout gouvernement.

#### Nature politique des pièces d'or

Les pièces d'or sont anonymes. Tout ce qu'elles contiennent, c'est la frappe, sur les deux côtés, qui indique leur qualité, leur pureté et leur quantité d'or d'après son poids. Seuls ces éléments permettent aux deux parties procédant à l'échange d'une pièce d'or de préserver leur sphère privée économique. Cette sphère privée n'est pas assurée par une «monnaie» de papier qu'imprime un gouvernement. Tous les billets de banque s'identifient par leur numéro de série.

L'échange est une condition de la liberté. Moyen d'échange, la pièce d'or garantit la liberté de l'individu. Lord *Acton* a caractérisé clairement la valeur de la liberté: «La liberté n'est pas le moyen de parvenir à un objectif politique. Elle est elle-même le but politique suprême.» *Ludwig von Mises* décrit élégamment le point principal du libéralisme classique: «Le concept de libéralisme commence par la liberté de l'individu. Il s'oppose à la domination de quelques personnes sur d'autres; il ne connaît ni peuples dominateurs, ni peuples vassaux et ne distingue pas non plus, dans le pays, les maîtres et les serviteurs.» La monnaie sous forme de pièces d'or assure une telle situation.

#### Le contraire de la liberté et de la monnaie d'or

C'est la philosophie de *Benito Mussolini*: «Tout pour l'Etat, rien en dehors de l'Etat, rien contre l'Etat.»

En fait, Mussolini était un homme particulièrement intelligent, abstraction faite de ses excès opérationnels. Il précisait sa politique par l'expression de «l'Etat total.» Mussolini était donc le père de la notion connue ultérieurement sous le nom de totalitarisme. Il n'en faisait pas un secret dans ses discours: «Où le libéralisme classique parle d'individualisme, le fascisme parle de pouvoir gouvernemental.» A la suite de cette déclaration, les libertés individuelles ont disparu d'Italie après son accession au pouvoir, car la liberté individuelle implique de pouvoir vivre sans quelque contrainte que ce soit exercée par le gouvernement. La notion de liberté sociale n'étend celle de liberté individuelle qu'en excluant la contrainte par rap-

Suite page 2

### Le dernier pilier des USA, l'économie, s'écroule

Le premier jour de cotation 2008 aux USA a commencé par un coup de tonnerre lorsque l'*Institut de gestion des approvisionnements* a fait savoir que son indicateur de la production américaine était tombé à son niveau le plus bas depuis 5 ans. L'indice de la production a chuté à 47,7, niveau le plus bas depuis 2003. La suffisance de Wall Street en a pris un coup et les actions américaines ont plongé. De leur côté, les prix des matières premières mondiales sont montés en flèche. Le baril de pétrole a atteint les 100 dollars tandis que le prix de l'or à terme a augmenté de 22 dollars à 860 dollars et que l'ensemble des céréales globales renchérissait. Il est certain que les prix de l'alimentation vont augmenter dans le monde entier. La récession américaine frappe le commerce et le dernier pilier de la présidence Bush s'écroule. Le PIB américain, qui avait atteint un taux annualisé incroyable de 4,9% au troisième trimestre devrait être tombé à 1,0% ou moins au quatrième trimestre de 2007. Bien entendu, personne, à Wall Street, n'envisage un PIB négatif pour l'année. Ce serait la récession!

Les bénéfices des sociétés, sans parler des secteurs bancaire et financier américains qui sont plongés dans le rouge, vont chuter. Puis ce sera le tour du marché boursier. Le Dow Jones aura un retard à rattraper en matière de chute des cours.

L'économie réelle américaine décline depuis plusieurs trimestres déjà.

#### Les échecs de la politique américaine dans le monde

L'assassinat de Benazir Bhutto a déstabilisé toute la situation militaire américaine au Moyen-Orient. Le Pakistan a une population de quelque 160 à 170 millions d'habitants. Il possède des armes nucléaires comprenant entre 60 et 70 ogives opérationnelles. Le bruit court que les Forces spéciales américaines se prépareraient à se poser éventuellement sur les 10 à 14 arsenaux nucléaires afin d'essayer de les «sécuriser» si le Pakistan sombre dans le chaos. La question stratégique absolument pas résolue est de savoir si les forces armées pakistanaises vont accueillir les Américains en amis et se laisseront désarmer ou si elles s'opposeront à eux par les armes.

Si l'Armée américaine n'arrive pas à pacifier l'Irak, qui ne compte que 26 millions d'habitants ni à intimider l'Iran avec ses 75 millions d'habitants et ses forces armées importantes et intactes, il n'y a aucun espoir qu'elle réussira à faire face, stratégiquement, à une explosion du Pakistan. Et avec la Turquie qui bombarde le territoire kurde du nord de l'Irak, tout le croissant musulman qui va de la Turquie à la frontière de l'Inde avec le Pakistan pourrait s'enflammer à plusieurs endroits en même temps, déclenchant une guerre générale, avec les Etats-Unis au milieu.

#### Une dette de plus de 9,2 billions

Selon le Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés, il y a plus de 2,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de l'Irak et plus de 2,3 millions d'Irakiens qui ont fui le pays. Si l'on considère que selon toutes les estimations fiables, le nombre d'Irakiens qui ont été tués ou qui sont morts depuis le début de l'invasion américaine s'élève à 1 - 1,3 million, on peut dire que le président Bush est responsable d'un carnage.

Budgétairement, la présidence Bush est largement au-delà de toute possibilité de sauvetage. En effet, elle a augmenté de 4 billions la dette consolidée du Trésor, la portant à plus de 9,2 billons. Du point de vue monétaire, le président Bush est responsable de la destruction de la valeur internationale du dollar et d'autres baisses auront certainement lieu cette année.

Economiquement, il a favorisé une extension du crédit, laquelle se poursuit. Elle dépasse en ampleur tous les précédents historiques. Les pertes résultant du cycle boom-faillite induit par les mauvais crédits retire le capital des banques américaines et d'autres institutions de prêt hypothécaire. Ces pertes ne font que commencer. On peut s'attendre à ce qu'une grande institution financière américaine dépose le bilan.

En 8 ans seulement, le président Bush a fait d'un modèle global un pays pauvre.

*Source: The Privateer, No 594 (janvier 2008)*
(Traduction *Horizons et débats)*

# «On se sert du terrorisme pour faire peur et pour restreindre les libertés fondamentales»

## La politique devient toujours plus cynique et amorale

*Interview de Dick F. Marty, conseiller aux Etats*

*Horizons et débats: La Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à propos de votre rapport sur les listes noires de personnes et de groupements soupçonnés de terrorisme est sans ambiguïté. A une majorité écrasante, elle demande que ces listes soient revues car elles violent les droits de l'homme et remettent en question la crédibilité de l'ONU et de l'UE. Que pensez-vous du résultat du vote?*

*Dick F. Marty:* Le vote quasi unanime m'a fort surpris, car le texte est très critique et n'est certes pas un document de compromis. De très nombreux députés ne connaissaient pas dans le détail le mécanisme pervers des listes noires et ont été très choqués en le découvrant. Le fait que sur ces listes il y ait presque exclusivement des musulmans est vraisemblablement la cause de ce peu d'intérêt.

*Il ressort du communiqué de presse que même les membres du Comité qui décide de l'inscription d'une personne sur une de ces listes n'en connaissent pas toutes les raisons. Qui est à l'origine de ces listes et qui demande d'y inscrire quelqu'un?*

Ces listes ont été introduites en 1999 et développées surtout après le 11-Septembre. Ce sont les Etats qui demandent l'inscription sur la liste sur la base d'informations qualifiées de «confidentielles» et communiquées au comité des sanctions du Conseil de Sécurité ou du Conseil des Ministres de l'UE dans des termes très vagues. La règle est que les représentants des autres Etats ne formulent aucune objection, de sorte que la véritable décision appartient à l'Etat demandeur. Aucun mécanisme sérieux et indépendant de contrôle n'est en réalité prévu.

*Sur la base de quels principes juridiques inscrit-on quelqu'un sur une de ces listes?*

La possibilité de prendre des sanctions est prévue par la Charte des Nations Unies et celles-ci sont décidées par le Conseil de Sécurité. Contre ses sanctions, il n'y a aucun moyen de recours. Même le droit d'être entendu n'est pas reconnu. Si quelqu'un fait l'objet de sanctions qui par la suite se révèlent injustifiées, aucun droit à une indemnisation n'est prévu. En fait, ces listes noires sont le fruit de la même philosophie que celle qui est à la base des «extraordinary renditions»: il s'agit finalement d'une guerre et les règles et les garanties de l'Etat de droit ne sont pas valables dans ce genre de conflit; telle est la position des USA qui a été acceptée tacitement par les gouvernements européens. Ce choix stratégique n'a aucune légitimité démocratique et n'a jamais été soumis à aucun parlement européen. Ce qui est particulièrement inacceptable, c'est que ces sanctions, qui restreignent gravement les droits fondamentaux, sont prises en dehors de tout contrôle démocratique, mais toutes les autorités démocratiques sont tenues de les appliquer. Avec ce mécanisme, il est très aisé de restreindre, voire d'abolir la liberté de tout un chacun.

*Comment se fait-il que les autres pays utilisent ces listes que vous et l'APCE qualifiez de contraires aux droits de l'homme?*

Les Etats se réfugient derrière un argument juridique très formaliste: il s'agit du droit international de l'ONU et nous sommes tenus de l'appliquer. C'est ce qu'a dit, par exemple, le Tribunal fédéral suisse dans l'affaire Nada; l'absurdité du cas n'a cependant pas échappé aux juges qui, dans ce même jugement, demandent au Conseil fédéral d'intervenir politiquement à New York pour que Nada soit rayé de la liste. A mon avis, les juges auraient dû clairement établir que ces sanctions sont contraires à notre «ordre public» et ne doivent pas être appliquées; en effet elles ignorent toutes les garanties fondamentales reconnues par tout Etat fondé sur le droit même aux pires criminels.

*Quelles vont être les conséquences de cette décision de l'APCE?*

Certainement une prise de conscience et une opposition grandissante à ce système. Mais les gouvernements ne vont pas s'opposer à l'administration américaine, qui est la véritable inspiratrice de ces mesures, pour quelques centaines de musulmans! J'espère que la Cour de Strasbourg prendra position très clairement sur la base de la Convention européenne des droits de l'homme.

*Que faut-il faire pour donner du poids à cette Résolution? Que doivent faire les politiques?*

La politique devient toujours plus cynique et amorale. On se sert du terrorisme pour faire peur et pour restreindre les libertés fondamentales. Le terrorisme est indiscutablement une menace sérieuse et doit être combattu. On peut et on doit le faire avec des moyens rigoureux mais respectueux de nos principes fondamentaux. La peur du terrorisme est très payante du point de vue de la popularité. On met beaucoup moins d'énergie à combattre d'autres menaces encore plus graves et qui font plus de victimes: la traite des êtres humains, le trafic de drogue international, le trafic d'armes et la corruption (la menace la plus grave pour nos systèmes démocratiques); mais voilà, dans ces domaines, il y a des intérêts énormes et la politique est beaucoup plus réticente à intervenir. Même contre le terrorisme les intérêts économiques ont la priorité: c'est ce qui a induit *Blair* et *Sarkozy* à traiter *Kadhafi* comme un grand ami; sans une parole pour les victimes de Lockerbie… •

Communiqué de presse

### Les listes noires violent les droits de l'homme

*L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) considère que les procédures employées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) et l'UE pour inscrire sur liste noire des personnes et des groupes soupçonnés d'avoir des liens avec le terrorisme bafouent les droits fondamentaux individuels et sont «totalement arbitraires».*

Par conséquent, les parlementaires ont demandé son réexamen «dans l'intérêt de la crédibilité de la lutte internationale contre le terrorisme».

«L'injustice est la meilleure alliée du terrorisme. Il faut la combattre aussi», a souligné le rapporteur Dick Marty (Suisse, ADLE), en ouvrant le débat. Son texte signale qu'il y a quelque 370 personnes dans le monde qui ont actuellement leurs avoirs gelés et qui ne peuvent voyager car elles ont été inscrites sur une liste noire par le CSNU. Une soixantaine d›entités figureraient sur une autre liste noire de l'UE. Ces sanctions peuvent être imposées «sur la base de simples soupçons». Cette situation «est déplorable et viole les droits de l'homme et les libertés fondamentales».

«Même les membres du comité chargé de décider l'inscription d'une personne sur liste noire ne connaissent pas tous les motifs à l'origine du dépôt de la demande d'inscription. La personne ou l'entité concernée n'est le plus souvent ni avisée de cette demande, ni entendue, ni même parfois informée de la décision prise – jusqu'à ce qu'elle tente de passer une frontière ou d'utiliser un compte bancaire. Aucune mesure ne prévoit de réexamen indépendant des décisions prises.»

Une telle procédure est «indigne» d'institutions internationales comme l'ONU et l'UE et fragilise la légitimité de «sanctions ciblées» dans la lutte contre le terrorisme, ont souligné les parlementaires. Or, les Etats qui sont contraints d›exécuter ces sanctions, risquent de violer les obligations qui leur incombent au titre de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

*Source: Communiqué de presse de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe du 23/1/08*

---

**«A l'instar d'Hitler…»**

suite de la page 1

port à toutes les autres personnes et non seulement par rapport à l'Etat. S'il ne reste plus que l'Etat, aussi bien la liberté individuelle que la liberté sociale disparaissent. La manière la plus grossière d'y parvenir consiste, pour un gouvernement, à obliger les citoyens à accepter, par des lois monétaires adoptées à cette fin, n'importe quels bouts de papiers couverts de chiffres et nommés «monnaie». Par la suite, ce gouvernement s'emparera de la propriété privée du peuple et aura le toupet d'affirmer que le peuple aura non seulement été payé par cette «monnaie», mais qu'il aura perçu un revenu qu'il convient de taxer.

*Thomas Paine* l'a compris le mieux: «Il y a deux catégories d'hommes. Ceux qui payent des impôts et ceux qui en vivent.» *John Bright,* rendu célèbre par la ligue britannique contre la loi sur les grains, a toujours prétendu qu'il s'agissait de la lutte entre les contribuables et ceux qui vivent de la perception d'impôts.

*Dans trois livres, à savoir* «Geldtheorie und Konjunkturtheorie» [Théories monétaire et conjoncturelle], «Preise und Produktion» [Prix et production] et «Monetärer Nationalismus und internationale Stabilität» [Nationalisme monétaire et stabilité internationale], *Friedrich von Hayek* s'est penché sur la question il y a plus d'un demi-siècle. Il a aussi consacré son ouvrage immortel intitulé «Der Weg zur Knechtschaft» [La voie de la servitude] à la direction politique que nous suivons. Actuellement, la plupart des Etats souffrent d'une hausse rapide des prix à la consommation et d'une récession simultanée, voire d'une dépression. Il faut attribuer cette évolution au fait que les connaissances économiques et politiques susmentionnées ont été ignorées pendant des années. Elles ne sauraient être ignorées davantage.

**Le cycle conjoncturel**

Le cycle conjoncturel qui se répète a été découvert vers la fin du XVII^e^ siècle dans l'Angleterre qui commençait son industrialisation. On a constaté alors que l'économie productive réelle passait, à intervalles irréguliers, par des phases d'essor, puis de déclin. Des observateurs de l'époque se sont demandé quelles en étaient les causes. L'*école monétaire britannique,* dirigée par Lord *Overstone,* a trouvé la réponse.

Elle a constaté qu'un essor conjoncturel était toujours précédé de nouveaux octrois de crédits par les banques, qui pénétraient dans le système financier sous la forme de nouveaux moyens de paiement, monnaie supplémentaire empruntée. Effectivement, un accroissement du crédit dans le système bancaire a toujours précédé un essor conjoncturel. Aujourd'hui, nous dirions que le cycle du crédit précède toujours le cycle conjoncturel et se développe parallèlement, jusqu'à ce qu'il se réduise quelque peu et que les nouveaux octrois de crédits se réduisent. Avec un léger retard, le cycle conjoncturel s'affaiblit alors aussi. Puis l'économie générale entame une récession ou se trouve déjà en récession.

**La signification des prix, du crédit et des taux d'intérêt**

La notion de crédit est facile à comprendre. La définition en est «biens actuels contre biens futurs».

Le preneur de crédit peut obtenir des biens disponibles actuellement après s'être procuré l'argent qui lui permettra de les acheter. Après quoi il sera tenu de rembourser le crédit du bailleur de fonds avec ses propres biens à une date future que l'on aura convenue. A ce point, les taux d'intérêt entrent en jeu. Conformément à l'expérience humaine, une pomme que les hommes sont disposés à acheter aujourd'hui contre de l'argent sera évaluée à un niveau supérieur à celui d'une pomme à l'avenir, dans un an par exemple. Il en résulte que la pomme future a une valeur inférieure. Cette déduction est le taux d'intérêt.

Si, par exemple, des pommes devant être vendues sont évaluées à 100 unités monétaires et que les gens sont disposés à payer 100 unités par pomme, l'évaluation des pommes et leur prix coïncident. La situation est différente lorsque la pomme doit être livrée dans un an. Cette pomme future sera peut-être évaluée à 90 unités. La déduction relative à la livraison future se monte à 10 unités monétaires. Le même principe s'applique au passage de pommes à de l'argent. Les gens attribuent à l'argent futur une valeur inférieure à l'argent qu'ils ont en mains, car ils ne peuvent pas dépenser l'argent futur aujourd'hui. Pour tout argent futur, on procède donc à une déduction comme pour les pommes futures. Les prix exprimés en argent sont toujours le rapport par lequel de l'argent est échangé contre des biens actuels. Sept unités monétaires s'échangent contre le bien A, sept mille contre le bien B, etc. Une autre condition de l'échange de marchandises contre de l'argent est que l'acheteur attache davantage de valeur au bien qu'à la somme d'argent qu'il remet et que le vendeur attache davantage de valeur à l'argent qu'il reçoit qu'au bien qu'il remet à l'acheteur.

A défaut, il n'y aura ni vente ni échange. L'acheteur potentiel considérerait le prix comme trop haut et différerait l'achat, alors que le vendeur considérerait la somme d'argent comme trop faible et différerait la vente. En fait, c'est la différence entre l'évaluation de l'acheteur et celle du vendeur qui provoque l'échange. Il en va de même de l'échange d'argent actuel et d'argent futur. Si l'exemple de la déduction future de 100 à 90 dans le cas de la pomme est reporté dans le domaine de l'argent actuel et futur, il s'exprime sous la forme d'un taux d'intérêt de 11,1% par an. Les preneurs de crédit potentiels pour lesquels 111 unités monétaires dans un an ont moins de valeur que 100 unités aujourd'hui considéreront cela comme l'occasion d'emprunter de l'argent. C'est le truc fondamental des banques. Elles offrent du crédit à un taux inférieur à la déduction future de nombre de preneurs de crédit potentiels.

Quand des banques centrales sujettes aux directives de leur gouvernement prennent le pouvoir, elles peuvent provoquer un accroissement supplémentaire du crédit en mettant des réserves à la disposition des banques. Ce qui permet à celles-ci d'abaisser encore leurs taux d'intérêt et de mettre en marche le cycle du crédit et le cycle conjoncturel. Plus on y procède, plus se rapproche l'effondrement économique. Telle est la situation tragique dans laquelle se trouve le monde.

**Un monstre: la machinerie du crédit aux Etats-Unis**

Un monstre monétaire hante le monde. Il s'agit d'une énorme production de crédit qui provient des Etats-Unis, en raison des nombreux bailleurs de crédit dans le système financier américain. On peut l'observer en lisant attentivement le rapport sur les flux de fonds au troisième trimestre publié par le *Federal Reserve System des Etats-Unis ou Fed [institut d'émission des Etats-Unis].* En passant, la Fed y informe le monde ou la partie du monde qui se donne la peine de lire ce rapport que le crédit total a augmenté, pendant la période examinée, à un rythme annuel de USD 4,99 billions. Or cette génération de crédit de USD 5 billions pratiquement correspond à une croissance annualisée du PIB juste inférieure à USD 14 billions. Si cet accroissement du crédit ayant échappé à tout contrôle était stoppé subitement, le PIB serait réduit à 64,2% de sa valeur nominale actuelle. L'an passé, le crédit bancaire aux Etats-Unis a augmenté de près de 12%. Les prêts accordés au commerce et à l'industrie se sont accrus de presque 21%. Il n'est donc pas surprenant que l'indice des prix à la consommation ait reflété une inflation de 4,3% au mois de novembre. Pendant les onze premiers mois de 2007, les prix des denrées alimentaires et des boissons non alcooliques sont montés de 4,7%. Tel est l'effet de l'inflation, dont certains affirment qu'il s'agit de l'inflation elle-même. Le résultat de cet accroissement du crédit est

Suite page 4

# Les déchets toxiques de Naples

## Non-respect des lois sur la protection de l'environnement par des importations complaisantes de déchets?

*hd.* A Naples, les déchets ménagers s'entassent dans les rues. Le lecteur compatissant juge par les images qu'il est urgent d'aider la population tourmentée. La Suisse offre sa main secourable pour «gérer la crise». Elle propose de prendre en charge des déchets pour les brûler dans nos centrales d'incinération dont la capacité n'est pas pleinement utilisée. Voilà qui semble tout à fait plausible. Mais une partie de ces déchets est pourtant très toxique et radioactive. Aucune autre des régions d'Italie ne veut prendre en charge ces déchets, il y a des émeutes contre les exportations, par exemple en direction de la Sardaigne.

L'importation de tels déchets comporte un énorme danger. Des métaux lourds contenus dans les boues d'épuration, des déchets d'hôpitaux radioactifs et infectieux ne doivent pas être brûlés dans des centrales d'incinération. Aujourd'hui, personne ne sait avec certitude quelles sortes de déchets industriels ou autres ont été enterrés et déposés dans les décharges situées dans les environs de Naples au cours de ces 20 dernières années.

*Les déchets toxiques contaminent l'eau, la terre, les plantes et les animaux. (photo Cesare Abbate)*

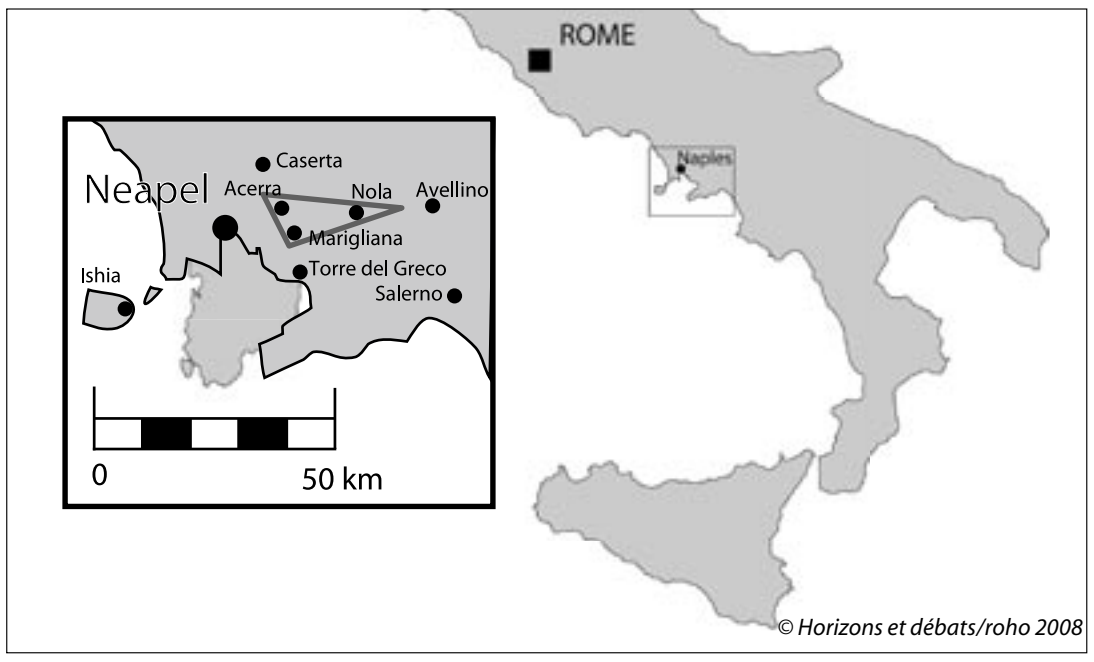
On ne peut même pas être certain qu'il n'y ait pas de «cadeaux» américains mélangés à ces déchets, car suite aux travaux de déblayage entrepris dans certaines parties du Kosovo et d'Irak pour tenter de réduire la contamination à l'uranium appauvri provoquée par leurs bombardements, les USA semblent avoir réparti ces matériaux dans divers pays européens.

*Horizons et débats* a interviewé le couple X* qui a récemment demandé asile dans le canton du Tessin pour échapper à ce désastre environnemental (cf. encadré ci-dessous). Il ressort de leur demande d'asile ce qui est tu au lecteur des journaux: Depuis plus de 20 ans on entrepose, dans d'anciennes caves souterraines, des déchets de toutes sortes. Dans nos médias, personne ne mentionne quelles sont les substances enterrées, pourquoi elles y reposent et quels sont leurs risques pour la santé. Il est avéré – et cela a été publié dans *Lancet Oncology* – que ces déchets ont déjà provoqué dans le «triangle de la mort» des taux fort élevés de cancers du foie, de leucémies et de lymphomes et qu'ils causent de grandes souffrances.

*Horizons et débats: Dans votre demande vous faites allusion à des faits très concrets concernant la situation dans votre village. Pourriez-vous nous dire quelles substances dangereuses sont contenues dans les déchets?*
*Le couple X:* Il existe de très sérieux soupçons qu'il y a des métaux lourds, des substances chimiques très toxiques et du matériel radioactif enterrés dans les champs des environs (entre Acerra, Nola et Merigliano) et à l'intérieur des décharges légales.

*De quelles substances radioactives s'agit-il?*
De déchets d'hôpitaux, mais on soupçonne aussi d'autres substances dangereuses.

*Y a-t-il aussi du matériel radioactif en provenance des régions de guerre, du Kosovo et de l'Irak, ou d'où ces déchets viennent-ils encore?*
Je ne le sais pas. Mais je crois qu'ils viennent surtout d'Italie.




*Si tel est le cas, comment sont-ils parvenus jusqu'ici?*
Par camion. Mais je répète qu'il s'agit de matériel venant d'Italie, même si je n'exclus pas qu'il puisse y avoir aussi des déchets toxiques venant d'autres pays.

*Où a-t-on trouvé des substances radioactives et cancérigènes dans la chaîne alimentaire?*
Il n'y a pas de certitude pour cela, parce que, pour ce qui est des denrées alimentaires, personne n'a fait de contrôle, mais les morts du cancer sont très nombreux. Dans certains cas, on fait même allusion à un taux 350% plus élevé que dans d'autres régions européennes.

*Quelles malformations a-t-on constatées sur des fœtus d'enfants et d'animaux? Y a-t-il des photos à disposition?*
Des animaux à deux têtes et des fœtus avec de graves malformations.

*L'approvisionnement en eau potable est-il encore garanti?*
Oui, certainement.

*Dans un film, il est question de décharges et de cavernes souterraines, où se trouve du matériel contaminé. Qu'est-ce que vous en dites? Avez-vous des informations à ce sujet?*
La plus grande partie des déchets se trouve dans de vieilles fosses souterraines.

*Est-ce que des résultats d'examens concernant les tumeurs ont été publiés, par exemple par l'Institut des tumeurs de Naples ou par d'autres instituts ou est-ce qu'on a tu tous ces résultats?*
Oui, il y a eu de nombreuses études effectuées par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), par des oncologues indépendants, par *l'Istituto Superiore di Sanità* (ISS) et par le *Lancet Oncology.*

*Comment vous expliquez-vous que c'est précisément dans votre région et depuis si longtemps que des déchets et du matériel contaminé ont été déposés en si grande quantité?*
Le territoire n'a jamais été contrôlé, et les plaintes n'ont jamais été prises au sérieux.

*Nous espérons que vous et votre famille vous portez bien. Nous sommes très impressionnés et très reconnaissants que vous attiriez l'attention de manière aussi directe et personnelle sur cette terrible affaire.*
Merci beaucoup à vous tous. •

* Les noms sont connus de la rédaction.

### Demande d'asile du couple X auprès de Mme Patrizia Pesenti, conseillère d'Etat du canton du Tessin et directrice du département de la Santé et des Affaires sociales

Madame la Présidente,

Je m'appelle X et j'habite depuis 32 ans dans le village de…, dans la province de Naples. Depuis très longtemps mon village appartient à une partie de la région de la Campanie qu'on appelait «Campania felix». Cela est dû à la qualité extraordinaire des sols qui se composent de sédiments volcaniques âgés de milliers d'années, donc très fertiles et formant des paysages admirables. Ceux-ci se sont créés par le jeu harmonique de la fertilité des sols, de la diversité des formes générée par leur origine volcanique et par les caprices des eaux fluviales et maritimes. C'est ainsi que le feu, la terre et les eaux ont formé, en coopération avec la photosynthèse, un paysage d'une sublime qualité dont la valeur esthétique, culturelle et économique est très haute.

Aujourd'hui, mon village n'est plus attribué à la «Campania felix», mais au «Triangle de la mort» mal famé où le taux de la mortalité dû aux maladies cancéreuses est de plus de 350% plus élevé que celui de l'Europe. 43% de la pollution italienne sont à la charge de la région de la Campanie dont la plus grande partie concerne le village où j'habite.

En août 2004, *The Lancet Oncology* a publié un des premiers articles scientifiques du monde consacré à ce problème, sous le titre «Triangle of death» (Triangle de la mort). La notion provoquant le frisson a désigné le territoire napolitain entre Nola, Acerra et Marigliano où le risque de mourir d'un cancer est significativement plus élevé que dans le reste de l'Italie. C'est ce que prouvent les statistiques des dernières années: Dans ce territoire peuplé de plus d'un demi-million d'habitants le taux de mortalité due à une tumeur du foie est à 35,9 pour les hommes et à 20,5 pour les femmes sur 100000 habitants, la moyenne nationale étant de 14. De même, le taux de mortalité par rapport au cancer de la prostate ou de la vessie ainsi qu'aux tumeurs malignes du système nerveux est considérablement plus élevé que dans le reste de l'Italie. Selon ladite étude, le taux élevé du cancer est une conséquence directe du dépôt des ordures dans les décharges illégales de la région. Pendant plus de vingt ans on y a enfoui des substances cancérogènes et radioactives qui, aujourd'hui, réapparaissent et pénètrent la chaîne alimentaire: des sels d'ammonium et d'aluminium, du plomb, des pneus dont s'échappent des substances cancérigènes quand ils sont brûlés. Dans ce territoire-là, c'est également des substances cancérigènes provenant de déchets toxiques d'hôpitaux qu'on a enfouies. Aujourd'hui, cette pollution gigantesque empoisonne les pâturages où paissent les moutons: un véritable tueur de l'environnement.

Les conséquences néfastes pour les hommes se répartissent en deux catégories: d'une part les malformations se manifestant chez les fœtus ou les évolutions anormales d'organes et, d'autre part, la manifestation de tumeurs aussi bien chez les adultes que chez les enfants. Les organes les plus sensibles du corps sont particulièrement exposés à ce genre de malformations: la vessie, le foie et l'estomac, des organes où le risque est très haut qu'ils laissent pénétrer les substances empoisonnées dans les cellules. Il en résulte le risque élevé d'être atteint, entre l'âge de 20 et 40 ans, de la leucémie ou d'un lymphome.

Du reste, le danger de la dioxine, qui se trouve dans la quasi-totalité des substances qu'on brûle ou qui sont exposées à un processus de décomposition, se manifeste partout. On a repéré la dioxine avant tout dans la nappe phréatique: entre 2002 et 2004, 79 puits artésiens ont dû être fermés suite à la pollution, suivi de dégâts considérables pour l'agriculture et l'élevage du bétail. La situation ne s'est pas améliorée: Il y a peu de temps, le 5 février 2006, beaucoup de cadavres d'animaux empoisonnés ont été retrouvés. Les autopsies ont montré que les animaux sont morts parce que dans leur fourrage ainsi que dans l'eau on a repéré de la dioxine.

Or, c'est un fait établi aujourd'hui que dans les décharges légales et illégales de la région de la Campanie on s'est débarrassé de n'importe quels déchets, générant ainsi une bombe dirigée contre l'environnement à dimension biblique. Face à ceci, le désespoir des citoyens, notamment le mien, a atteint une dimension insupportable.

Mon droit à la santé aussi bien que celui de ceux qui me sont chers, garanti dans l'article 32 de la constitution italienne, a été violé. Je crains pour ma santé et celle de mon fils à qui ma femme devra donner naissance dans un proche avenir et qui se voit, dès maintenant, privé de ce droit. J'ai peur pour mes parents qui, depuis trop longtemps, ont été exposés à un risque extrême. Je vis depuis très longtemps déjà avec la peur qu'un dégât injuste détruira notre vie à jamais, et ceci après que la vie de mon père, en 2002, a été détruite par un cancer des glandes surrénales. Je vis sous l'angoisse, éprouvant, de plus en plus, de la panique dans un terrain malsain, contaminé pour toujours. Dans ce terrain, la vie en sûreté et en dignité est devenue impossible. Dans les années passées, il a été endommagé, torturé et violé d'une façon irréparable, les signes d'une catastrophe écologique imminente étant apparents. Il est devenu impossible de le nettoyer parce que la quantité des déchets déposés dans les plus de 1550 décharges légales et illégales (dont 1500 sont illégales!) est immense. La pollution a contaminé la chaîne alimentaire, l'air que je respire, la terre sur laquelle je marche et l'eau que je bois. Les déchets empoisonnés m'entourent et se trouvent très probablement déjà en moi. Il est dangereux et déraisonnable de vivre ici. Les malformations des fœtus, aussi bien des hommes que des animaux, sont aussi nombreuses que celles enregistrées à Tchernobyl, à la différence qu'ici, il n'y a pas de centrales nucléaires ni d'industries polluantes. La mise en fonction probable de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Acerra augmente encore mon malaise face à la qualité de la vie qui y règne. Aujourd'hui il m'est impossible d'imaginer un avenir sur ce terrain déjà empoisonné, notamment par rapport à mon enfant qui, à cause de sa fragilité, ne sera exposé auxdits dangers que d'une manière plus cruelle encore. On ne peut plus garantir mon droit à la santé. Mon droit à l'indemnité physique est en danger ainsi que celui de ceux qui me sont chers et de mon enfant pas encore né. Leur vie est en danger et leur vie c'est ma vie.

Vu les faits que je viens de détailler je demande donc l'asile politique pour moi-même et pour mon épouse. Nous voilà prêts à abandonner notre travail et à entamer une nouvelle période de vie. Je vous prie donc, vous, Madame la Présidente, et l'institution que vous représentez, d'accepter ma demande désespérée. Aidez-nous à nous intégrer dans votre réseau social. Aidez-nous à ne pas finir en simple valeur statistique pour les scientifiques.

Persuadé d'avoir sollicité votre intérêt, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations distinguées.

Monsieur et Madame X

*(Traduction Horizons et débats)*

# Dioxine – du dépôt d'ordures aux aliments

Les substances toxiques, qui résultent de la combustion des ordures, contaminent l'eau, la terre, les plantes et les animaux. Une analyse sur des moutons effectuée par le *Conseil de Recherche National (CNR)* de Naples et de Caserta dévoile ce fait.

Depuis des jours, l'état de siège à cause des ordures règne en Campanie. Il triomphe de Naples avec environs 3000 tonnes d'ordures. Des incendies sur les montagnes d'ordures, allumés par les habitants, aggravent en plus la situation par la puanteur, la boue et le danger de contagion: La *dioxine*, qui est dégagée par les incendies, est un grave danger pour la santé de la population. Mais pas seulement cela. Selon une étude actuelle du laboratoire pour le recensement cytogène animalier et génétique du *Ispaam/CNR* (istituto per il sistema produzione animale in ambiente mediterraneo = institut pour l'élevage d'animaux dans la région méditerranéenne) de Naples, il y a un danger pour la chaîne alimentaire.

La dioxine contamine l'eau, la terre, les plantes et elle provoque aussi des dommages aux animaux, en particulier aux moutons de la région.

«Les dépôts d'ordures illégaux en Campanie, en particulier dans les provinces de Naples et de Caserta, et la combustion systématique des différents déchets, avec le but de réduire leur volume à un minimum, ont provoqué une accumulation importante de substances nuisibles pour l'environnement. La dioxine en est une substance qui est hautement toxique et qui provoque le cancer,» explique *Leopoldo Iannuzzi* de *Ispaam/CNR*. «La situation a empiré à cause des combustions systématiques des poubelles par la population locale pendant ces derniers mois. Inconsciemment ils ont favorisé l'entrée de ce poison dans le circuit vital, qui est d'abord entreposé dans les plantes, dans la terre et dans l'eau, et qui se fixe lentement dans le tissu adipeux des animaux (y compris les lipides du lait), qui ont mangé la nourriture contaminée.»

*«La dioxine contamine l'eau, la terre, les plantes et elle provoque des dommages aux animaux, en particulier aux moutons de la région.» (photo Cesare Abbate)*

Afin d'examiner les conditions de l'élevage dans la région, le *Ispaam/CNR* a réalisé deux études financées par la commune d'Acerra, dans lesquelles on a exposé les moutons à des concentrations basses et hautes de dioxine. On a fait deux tests de lymphocytes génétiques dans le sang. La dioxine laisse des traces sur le plan des chromosomes parce qu'elle est capable de transformer la structure de l'ADN.

Ianuzzi précise: «Les deux études ont montré une fragilité extraordinaire des chromosomes des moutons qui avaient été exposés à la dioxine. De plus, on a vu une fréquence quadruplée, en comparaison avec les moutons de contrôle, chez les moutons qui avaient été exposés à une basse quantité de dioxine, et une augmentation de 8 à 14 fois chez ceux qui avaient été exposés à une haute quantité de dioxine. En outre, on a vu un grand nombre de fausses couches et d'avortements dans les élevages de moutons qui avaient été exposés à une grande quantité de dioxine.»

Ces résultats sont importants, car les moutons, qui se nourrissent avant tout des pâturages naturels, sont les meilleurs gardiens biologiques pour la pollution de l'environnement dans les régions à risque. •

Source: *www.galileonet.it* du 22/5/07

(Traduction *Horizons et débats)*

---

**«A l'instar d'Hitler…»**
suite de la page 2

l'emploi du capital interne des Etats-Unis. C'est ce qui se passe en ce moment précis.

### Le prix à payer, en dollars des Etats-Unis

Par rapport à la plupart des monnaies étrangères, le cours du dollar a baissé dramatiquement. Au cours de l'an passé, il est descendu de 12% face à l'euro, de 7% envers le yen, de 8% par rapport à la livre, de 15% face au dollar canadien et de 10% envers le franc suisse. Cette diminution de la valeur internationale du dollar se répercute sur les prix que l'économie des Etats-Unis doit payer pour ses importations. A la fin de 2007, les prix à l'importation étaient montés de 11,4% aux Etats-Unis. Les prix des produits domestiques se sont élevés également. L'an passé, l'indice des prix à la production est monté de 7,2% et a contribué à l'accélération de la hausse des prix à la consommation aux Etats-Unis.

### L'or, sentinelle permanente

En USD, le prix de l'or est monté de 31,8% en 2007; c'était la hausse annuelle la plus forte depuis 1979 et la septième croissance annuelle consécutive. C'est ici que l'on voit la force de l'or en mains du secteur privé pendant l'inflation et l'expansion du crédit. Au cours du premier jour boursier de 2008, le prix de l'or est monté à USD 860 l'once.

### Ce que vous verrez bientôt à la caisse de votre magasin

Prise ici comme synonyme de hausse des prix, l'inflation s'accélère dans le monde entier. L'an passé, le prix du froment s'est élevé de 77%. Celui de la sève de soja a renchéri de 79%, atteignant de nouveau son cours de 1973. Le prix du maïs est monté de 16% en 2007, après une hausse de 80% l'année précédente. Près de 25% de la récolte annuelle de maïs est affectée à la production de bio-carburants, de méthanol par exemple. Il en est résulté notamment que le prix des tortillas a doublé à Mexico City, ce qui a provoqué des manifestations de masses.

Pour prouver que les stupidités économiques actuelles sont corrigées par des folies économiques, le gouvernement du Mexique a subventionné immédiatement les producteurs de tortillas afin de maintenir les prix bas. Ce faisant, il a oublié complètement que c'étaient les subventions accordées antérieurement aux producteurs de méthanol et aux paysans producteurs de maïs qui avaient aiguillé environ 25% de la récolte globale de maïs vers la production de carburant. Toutefois, les subventions ont encore une autre conséquence économique: si elles sont financées honnêtement et complètement par le gouvernement, elles provoquent une majoration d'impôts.

Mais si les charges économiques véritables engendrées par les subventions sont «payées» malhonnêtement par une expansion de la masse monétaire et/ou par un nouvel accroissement du crédit – le gouvernement empruntant de l'argent et stimulant l'économie par un déficit budgétaire – les véritables charges n'apparaîtront qu'ultérieurement, lorsque des prix à la consommation encore plus élevés devront être payés à la caisse.

Exprimé en USD, le prix de l'huile lourde est monté de 59% l'an passé. Le prix du mazout s'est élevé de 62%, celui de l'essence de 54% et celui du gaz naturel de 17%. Les Américains payent maintenant ces prix supérieurs et, au moment où l'expansion du crédit aux Etats-Unis a dépassé le stade de l'hystérie, tous ces prix vont certainement encore monter. Comme le revenu de la plupart des Américains n'a pas – et de loin – augmenté autant, l'effet réel est que les Américains sont plus pauvres qu'auparavant.

### Submersion du monde par une vague d'USD

L'expansion interne durable du crédit aux Etats-Unis dirige des flux d'USD dans le reste du monde par le biais du déficit de la balance commerciale et de la balance des paiements courants, ce dernier atteignant USD 860 milliards par année. Cette évolution se reflète particulièrement dans l'augmentation massive des détentions d'USD de la plupart des autres banques centrales dans le monde. Durant les neuf premiers mois de 2007, les réserves de la Chine ont progressé de 45% pour atteindre USD 949 milliards. Les réserves russes ont augmenté de 56% l'an passé, à USD 466 milliards. En soi, la masse de ces «réserves» est remarquable. Elle provient du fait que la plupart des autres banques centrales du monde tentent désespérément de juguler l'invasion d'USD qui déferle dans leur système monétaire. Lors de ces opérations, les «réserves» en USD de ces autres banques centrales augmentent presque dans les mêmes proportions. La progression de ces réserves est encore plus remarquable en valeur relative.

### Ne regardez pas le niveau, tenez compte des augmentations!

Considérez l'accroissement énorme des «réserves» de ces banques centrales: Chine 45%, Russie 56%, Inde 56%. A l'exception de la zone euro, c'est un phénomène mondial dans toutes les banques centrales du monde que d'accumuler les «réserves» à l'instar des trois pays susmentionnés et à un rythme plus ou moins rapide.

### Dans le monde, il faut vous attendre à ce qui suit

Durant l'année en cours, nous pourrons informer nos abonnés disséminés dans le monde qu'une grande banque centrale ou un groupement de ces banques refuse de continuer à acheter des USD. A ce moment, la valeur de l'USD s'effondrera. Il sera intéressant de considérer ses pirouettes après la première chute. Lors de cet événement, le krach de l'USD renforcera considérablement les doutes mondiaux au sujet de la valeur effective du papier-monnaie non couvert et de la sécurité des placements dans les banques de ces pays et dans leurs institutions financières.

Le chaos règnera alors. Toutes les notions économiques susciteront des doutes et la valeur de la monnaie sera très aléatoire. De plus en plus de gouvernements désespérés tenteront les actions les plus incertaines afin de résoudre les problèmes internes de leur économie. A un certain point, une nation ou un groupement de nations se résoudra à l'inévitable, lorsqu'il sera évident qu'il n'y a pas d'autre option que de retourner à la monnaie réelle *stable*.

Cela n'aura probablement pas lieu en 2008, mais cela *aura* lieu – comme cela a toujours eu lieu dans l'histoire. •

Source: *The Privateer,* volume 2008, numéro 594

(Traduction *Horizons et débats)*

---

## La guerre monétaire transatlantique commence dans l'UE

Tout a commencé par un important choc monétaire le mardi 18 décembre lorsque la Banque centrale européenne (BCE) a effrayé les investisseurs du monde entier en injectant la somme record de 348,6 milliards d'euros sur les marchés européens.

### Le tournant à 180 degrés de la BCE

Peu après, la BCE a effectué un tournant à 180 degrés de nature à effrayer la Fed. Par sa mesure initiale, la BCE s'assurait que le système de paiement en euros avait suffisamment de liquidités pour fonctionner mais à mesure qu'elle injectait des euros frais dans le système de paiement de la zone euro, elle commençait à les en retirer. Le mercredi 19 décembre, elle retira plus de 133 milliards d'euros. Le jeudi, elle en retira 150 autres après que les taux d'intérêt interbancaire furent tombés du jour au lendemain à 3,75%, signe de fonds excédentaires. Et le vendredi, elle avait encore retiré 141,56 milliards d'euros des marchés de la zone euro. Le président de la BCE Jean-Claude Trichet avait signalé qu'une inflation plus rapide empêcherait une baisse des taux d'intérêt et pourrait provoquer une hausse. Dans une interview accordée au *Financial Time* de Londres publiée le 23 décembre, il avait déclaré que la BCE continuerait de porter son attention sur les hausses de prix et ne se laisserait pas dérouter par les baisses de taux de ses homologues anglo-saxonnes. C'est donc la guerre des monnaies.

### Pendant ce temps, à la Réserve fédérale américaine…

En décembre, la Fed a introduit un nouvel instrument, la *term auction facility* (dispositif temporaire d'adjudication) pour procurer des liquidités aux banques américaines au-delà de la maturité d'un jour. La Fed a organisé deux enchères en décembre d'une valeur totale de 40 milliards de dollars. Le 21 décembre, elle a annoncé qu'elle en préparait deux pour ce mois et d'autres «aussi longtemps que cela serait nécessaire». Elle a fait une offre sans précédent d'échange de garanties bancaires contre de l'argent frais, premier pas vers la nationalisation des dettes des banques américaines!

Nationaliser les dettes contractées auprès des banques américaines est une manière élégante de dire que la Fed est prête à acheter «au noir» les créances douteuses des banques commerciales américaines avec de l'argent nouvellement créé.

Pour la Fed, ce sont les prêts douteux «légaux» des banques commerciales américaines qui sont considérés comme le vrai problème. La BCE considère à juste titre que le problème, c'est la quantité d'argent en circulation.

### L'UE n'a aucun besoin d'échange de devises avec la Fed

Le 12 décembre, les responsables de la FED ont passé un accord de swap de 24 milliards de dollars avec la BCE et la Banque nationale suisse afin de répondre aux besoins en dollars des banques européennes! Comme le reste du monde, l'Europe est envahie de dollars qui se trouvent à la BCE et dans les autres banques centrales européennes.

L'UE n'a aucun besoin d'accord de swap avec la Fed. Elle peut effectuer partout ses paiements avec les dollars qu'elle possède déjà. Et elle peut également le faire dans le monde entier avec ses euros. Ce n'est pas l'Europe qui a besoin de davantage de dollars, c'est la Fed qui a besoin d'euros au cas où elle serait forcée de soutenir la valeur internationale du dollar lors d'un bouleversement monétaire important.

Alors que l'Europe est près d'être submergée de «réserves» (c'est-à-dire de dollars), la Fed ne possède que pour 41 milliards de dollars de monnaies étrangères. Ces 41 milliards pourraient être balayés en quelques minutes si la Fed était forcée de soutenir le dollar.

L'accord de swap avec la BCE et la BNS doit simplement permettre à la Fed d'accéder aux réserves monétaires d'autres pays. Tout cela pour soutenir le dollar.

*Source: The Privateer, no 594 (janvier 2008)*
*(Traduction Horizons et débats)*

# Basura venenosa de Nápoles

## ¿Menosprecio de leyes protectoras del medio ambiente a través de serviciales importes de basura?

*hd*. En Nápoles se apila la basura en la calle. El lector, al ver las imágenes, toma partido y se deja convencer de la urgencia de ayudar a la población dañada. Suiza ofreció su ayuda inmediata para el «management de la crisis»: nuestros incineradores, que no trabajan a pleno, tomarían la basura y la quemarían. Pero la basura es altamente tóxica y radiactiva. Ninguna región en Italia la quiere, hay protestas contra la exportación de la basura, por ejemplo a Cerdeña.

La importación de basura con residuos radiactivos de Italia a Suiza sería totalmente absurdo. Metales pesados altamente tóxicos de barrizales, desechos no definibles de hospitales que no fueron anteriormente desinfectados, no pueden ser incinerados en los basurales. Nadie puede saber, qué desechos industriales se habrán depositado y enterrado en los últimos 20 años en la región circundante de Nápoles.

Ni siquiera se puede estar seguro que no se trate de «regalos» allí escondidos de los norteamericanos, que en el marco de las actividades de decontaminación del uranio empobrecido en Kosovo e Iraq, los reparten, tal vez, entre los países europeos.

*Horizons et débats* habló con el matrimonio X*, que hace corto tiempo hizo una petición de asilo en Tesino, para escapar del terrible desastre del medio ambiente (El texto de esa solicitud se puede leer en lengua francesa en la página 3). En la solicitud de asilo sale a la luz lo que se le oculta al lector en los diarios: desde hace más de 20 años se entierra basura de todo tipo o se la deposita en las cuevas altas. Nadie habla en los medios sobre qué substancias están depositadas allí bajo tierra, porqué están allí, y qué peligros pueden tener para la salud. Un hecho es, que, como se puede leer en *Lancet Oncology,* en el «triangolo della morte» éstas han llevado a un crecimiento de los casos de cáncer de hígado, leucemia y ganglios linfáticos causando mucho sufrimiento.

*Horizons et débats: En su solicitud de asilo Usted menciona hechos muy concretos sobre la dramática situación en su pueblo. ¿Podría decirnos qué substancias peligrosas se encuentran en la basura?*
Matrimonio X: Existe la grave sospecha, que en los campos vecinos (entre Acerra, Nola y Merigliano) y dentro de los depósitos legales, están enterrados metales pesados, substancias químicas altamente tóxicas y material radiactivo.

*¿De qué substancias radioactivas y cancerosas se trata?*
Desechos de los hospitales, pero también se sospechan otras substancias.

*¿Hay también material radiactivo proveniente de zonas de guerra, Kosovo, Iraq, o de dónde provienen?*
No se, pero creo que sobre todo proviene de Italia.

*De ser así, ¿cómo llegó hasta allí?*
Con camiones. Pero repito que se trata de desechos provenientes de Italia, aún cuando no dejo de lado, que también entre ellos haya residuos tóxicos traídos de otros países.

*¿Se han encontrado substancias radiactivas y cancerosas en la cadena alimenticia?*

*Las basuras venenosas contaminan el agua, el suelo, las plantas y los animales. (Foto Cesare Abbate)*

Sobre ésto no hay ninguna seguridad porque nadie ha hecho un control en los alimentos. Pero los muertos de cáncer son numerosos, en algunos casos se habla hasta de 350% más que en otras zonas europeas.

*¿Qué tipo de deformaciones se han encontrado en fetos de niños y animales? ¿Existe material fotográfico al respecto?*
Hay animales con dos cabezas y fetos con graves deformaciones.

*¿Está garantizado el aprovisionamiento de agua potable?*
Si, con seguridad.

*En un film se habla de depósitos bajo tierra y cavernas con material contaminado. ¿Qué opina al respecto? ¿Tiene alguna información sobre ésto?*
La basura está principalmente enterrada en viejos depósitos bajo tierra.

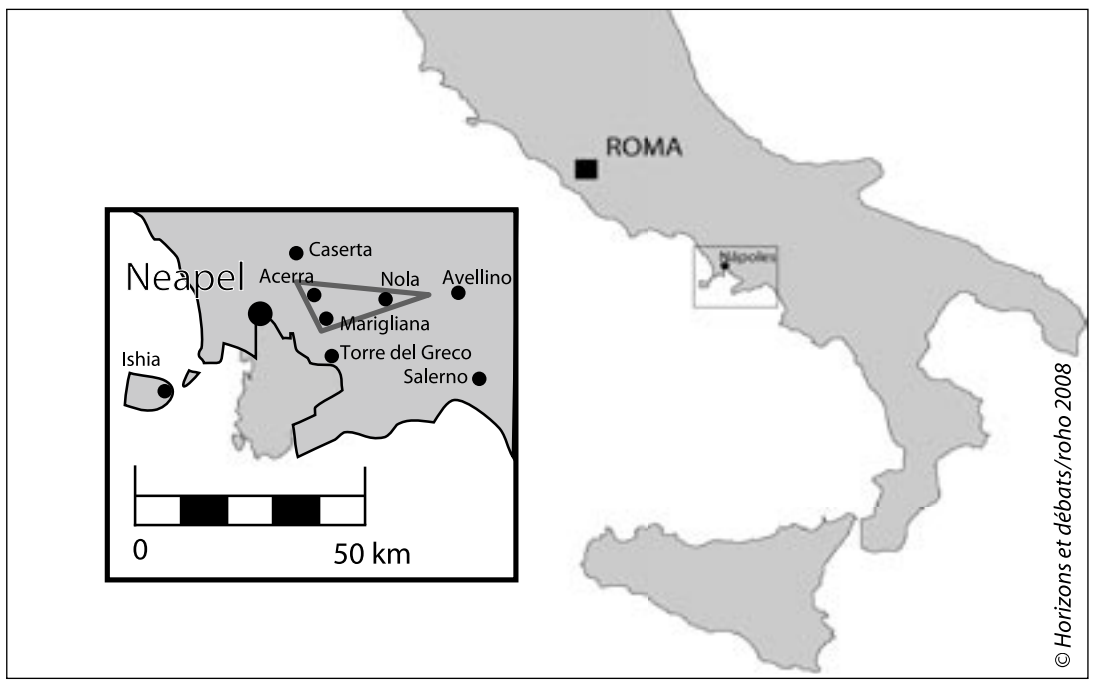
*¿Se han publicado resultados de estudios sobre tumores, por ejemplo, por el Instituto para tumores de Nápoles u otros, o se ha guardado silencio al respecto?*
Sí, hay muchos estudios por parte de OMS (Organización mundial de la salud), oncólogos independientes del *Istituto Superiore di Sanità* (ISS) y del *Lancet Oncology.*

*¿Cómo se explica que justamente en su región, desde hace tanto tiempo, se deposite basura y desechos dañinos en tan grandes cantidades?*

El territorio nunca fue controlado y las denuncias no fueron realmente tomadas en serio.

*Esperamos que Usted y su familia se encuentren bien, especialmente su esposa. Estamos muy impresionados y le agradecemos que de una manera directa y personal haga un llamado de atención sobre estas terribles cuestiones.*

* Los nombres son conocidos en la redacción




## Dioxina – de los basurales a los alimentos

Las substancias tóxicas que resultan de la incineración de basura, contaminan el agua, el suelo, las plantas y los animales. Ésto lo demuestra un análisis hecho en ovejas por el *Centro Nacional de Investigación* (CNR) de Nápoles y Caserta.

Desde hace días en Campania, reina un estado de emergencia a causa de la basura, con casi 3000 toneladas de desechos que tienen postrada a la ciudad de Nápoles.

La quemazón de las montañas de basura, provocadas por los habitantes, empeoran la situación aún más, por el olor, la suciedad y el peligro de contagios: la dioxina que se desprende por la combustión es un grave peligro para la salud de los habitantes. Y no sólo eso. Según un estudio actual realizado por el laboratorio para registro citogenético y genético animal del *Ispaam/CNR* de Nápoles (istituto per il sistema produzione animale in ambiente mediterraneo = Instituto para la cría de animales en la zona del mediterráneo), existe un peligro para la cadena alimenticia.

La dioxina contamina el agua, el suelo, las plantas y produce daños también en los animales, sobre todo en las ovejas de la zona.

«Los basureros ilegales en Campania, sobre todo en las provincias de Nápoles y Caserta, y la sistemática incineración de los distintos desechos, con el propósito de reducir el volúmen a un mínimo, han producido una considerable acumulación de substancias nocivas para el medio ambiente, entre ellas dioxina, que es una substancia altamente tóxica y cancerosa, aclara *Leopoldo Iannuzzi* de *Ispam/CNR.* «En los últimos meses, la situación se ha agravado aún más con la quemazón sistemática de los contenedores de basura, por parte de la población local. Sin saber, han favorecido la entrada de este veneno en el ciclo vital; éste se deposita primero en el suelo, en el agua y en las plantas y, sucesivamente, se fija en los tejidos grasos de los animales que han tomado esos alimentos contaminados (incluso en las grasas de la leche).»

La comunidad Acerra ha financiado dos estudios de la *Ispaam/CNR,* para analizar las condiciones de la crianza en la región. Para ello, se expusieron a ovejas a grados altos y bajos de dioxina y se realizaron dos análisis genéticos de linfocitos en la sangre. La dioxina deja huellas en los cromosomas, porque puede llegar a modificar la estructura del AND.

Iannuzzi especifica: «Los dos estudios han mostrado una perceptible fragilidad en los cromosomas de las ovejas que estuvieron expuestas a la dioxina. Entre las ovejas que estuvieron expuestas a bajas dosis de dioxina, se ha comprobado una frecuencia de este fenómeno, cuatro veces mayor, comparadas con las ovejas bajo control, y en aquellas que fueron expuestas a una dosis más alta, 8 hasta 14 veces mayor. Por otro lado, en la cría de ovejas que han estado expuestas a una dosis alta de dioxina se han verificado un alto número de anomalías y abortos.»

Los resultados son significativos, ya que las ovejas que se alimentan sobre todo en campos de pastoreo naturales, significan un control biológico optimal de la contaminación ambiental en las zonas afectadas.

*Fuente: www.galileo.it del 22/5/07*
*(Traducción Horizons et débats)*

# Où va le fédéralisme?

## Réflexions pendant la phase préparatoire de la 2e Conférence nationale sur le fédéralisme

*par Werner Wüthrich, docteur ès sciences politiques, Zurich*

*La Confédération et les cantons invitent pour le 27 mars 2008 à la 2e Conférence nationale sur le fédéralisme à Baden dans le canton d'Argovie. Sous le titre «Le fédéralisme suisse sous pression d'efficacité: Quelles perspectives?» des questions fondamentales seront discutées. Par exemple: Les petites structures sont-elles valables pour l'avenir? Quel est le degré de fédéralisme encore possible sous l'aspect de la rentabilité? Faut-il procéder à des réformes territoriales?*

*«Pour les centrales du pouvoir des structures réduites, décentralisées, fédérales et libérales sont une horreur parce qu'elles sont difficiles à gérer et diriger depuis le haut.» (photo mv)*

La première *Conférence nationale sur le fédéralisme* s'est tenue à Fribourg, il y a trois ans. Le sujet était «Le fédéralisme coopératif face à de nouveaux défis». Cette création linguistique a causé quelque désarroi parce qu'elle a suggéré qu'il existe aussi un fédéralisme sans coopération. A juste titre, un intervenant a attiré l'attention sur le fait que dans l'entendement suisse il n'a jamais existé un fédéralisme sans coopération et sans coordination et qu'il n'en existera jamais. Tout aussi peu qu'a existé ou qu'existe en Suisse un fédéralisme sans démocratie directe. Qu'est-ce qui est nouveau? Le soi-disant fédéralisme coopératif comprend une «évolution» dans le sens que la participation et le droit aux décisions directes des citoyennes et citoyens sont de plus en plus limités.

A la place du Souverain, c'est aujourd'hui de plus en plus l'exécutif qui décide. Une preuve en sont les nombreuses conférences des directeurs des Finances, des directeurs de l'Education etc. ou aussi la *Conférence des gouvernements cantonaux* (CdC), qui a aménagé à Berne une «Maison des Cantons» et qui a co-organisé la première *Conférence nationale sur le fédéralisme en 2005*. Des éléments coercitifs introduits dans notre législation dans le cadre de la *Nouvelle péréquation* font également partie du fédéralisme coopératif (Art. 48a Constitution fédérale). Les cantons qui ne se joignent pas à un accord intercantonal peuvent y être forcés. Ainsi le «fédéralisme coopératif» revient à abandonner le fédéralisme libre.

Revenons-en à la conférence sur le fédéralisme qui aura lieu en mars 2008 et qui s'est donné pour thème «Les structures des petits espaces sont-elles encore efficientes?» – Ces dernières années, on a pu observer dans certains cantons de fortes activités qui avaient toutes pour but la prétendue réforme des structures communales. La plupart du temps, l'initiative partait des gouvernements cantonaux. Ce sont surtout les cantons qui ont voulu forcer leurs communes à la fusion qui ont fait sensation et ont causé un malaise. Dans ce contexte, il faut mentionner les cantons du Tessin, du Valais et de Glaris. La question de la «réforme des structures communales» se discute actuellement dans un grand nombre de cantons. Avant de me tourner vers cette problématique, voici quelques réflexions fondamentales.

### Le «modèle suisse»

En Suisse vivent environ 7 millions de personnes de cultures différentes et avec 4 langues nationales, et ce depuis longtemps en paix. Elles vivent dans 26 cantons et environ 3000 communes de grandeurs très différentes. Chaque commune a son histoire. Beaucoup de communes ne comptent que quelques centaines d'habitants, et la plus grande, la ville de Zurich, presque 400000. Comparées à la situation en Europe, ces structures sont particulièrement décentralisées et divisées en petits espaces. Dans ces nombreuses communes est né ce qui est aujourd'hui connu mondialement comme le «modèle suisse». La caractéristique principale en est la démocratie directe.

Le fondement de la démocratie directe est – du point de vue historique et psychologique – l'autonomie communale. Dans les communes, les citoyens ont dans une très haute mesure la possibilité de décider eux-mêmes et d'aménager la communauté sous leur propre responsabilité. Le citoyen individuel est fortement impliqué dans le processus politique – pas seulement lors d'élections. Dans les petites communes, il remplit accessoirement une tâche publique – par exemple dans la commission scolaire ou bien dans la commission de gestion du cimetière. Lors des questions concrètes, il peut s'engager directement et voter sans le détour par les partis ou les parlementaires. Les minorités qui sont encore peu organisées peuvent aussi prendre la parole. Après un tel déroulement des choses, les perdants seront plutôt prêts à accepter les décisions prises et à y participer. Ainsi, la démocratie directe est aussi un garant de paix sociale et empêche les concentrations de pouvoir non désirées.

Les expériences de la coresponsabilité directe et de la participation active des citoyennes et citoyens dans les communes ont aussi été transférées aux niveaux supérieurs de l'Etat. Aujourd'hui, les cantons et la Confédération ont dans les domaines centraux des structures de décision de démocratie directe. Ainsi, des questions concrètes importantes, comme par exemple le taux des impôts, sont décidées à tous les niveaux lors de votes directs. Au niveau fédéral, il y a même eu une fois une votation où les citoyens suisses ont pu décider eux-mêmes si l'armée devait se procurer des avions de combat américains du type FA-18 ou non.

### «Small is beautiful»

Une étude du *Fond national suisse* (FNS) intitulée «La démocratie dans les communes»[1] a analysé la qualité de vie communale en Suisse. Elle donne au lecteur attentif des indications pour la solution de problèmes urgents politiques et économiques et confirme une fois de plus que dans les petites communes la démocratie est plus vivante et différenciée que dans les grandes. Le professeur *Ladner* et ses collaborateurs ont questionné 1500 personnes de communes de grandeurs différentes sur leur façon de voir la politique locale et leurs activités politiques. Dans les petites communes la collaboration bénévole au sein des autorités est – à l'encontre de tous les mauvais présages des médias – encore très répandue. Les résultats de l'étude montrent que l'intégration sociale, la satisfaction, la compétence politique et la confiance dans la politique est plus grande dans les petites communes. En un mot: La démocratie y est plus vivante et plus directe. De plus, il existe toute une série d'études qui prouvent que les petites communes présentent aussi des avantages financiers.

Ainsi le professeur bernois *Vatter* a démontré que les dépenses moyennes par habitant pour l'administration et les dettes sont clairement plus basses dans des régions composées de petites communes.[2] Cela correspond à l'expérience qu'à cause du contrôle social dans les petites communautés on procède plus soigneusement avec l'argent du contribuable, et que la collaboration bénévole des citoyennes et citoyens coûte beaucoup moins cher. Les circonstances sont évidemment différentes dans des régions plutôt citadines.

Le secret du succès du «modèle suisse» est sa diversité. – Est-ce bien sage de détruire définitivement quelque chose de si précieux par des réformes structurelles initiées par en-haut? Et là, il ne s'agit pas seulement de valeurs sociales. La prospérité de la Suisse prouve bien que ses *structures décentralisées et développées dans un esprit libéral lui ont permis un développement économique unique au monde.*

### La pression politique

Malgré tous ces avantages indiscutables des petites structures, les communes et les cantons suisses se trouvent sous pression pour former de grandes entités politiques. Cette contradiction n'est pas compréhensible au premier abord. Par la suite, les dessous, qui ne sont souvent pas pris en considération, seront éclairés.

1. Dans la discussion politique, on cite parfois la mondialisation comme raison pour des réformes territoriales. Les frontières s'effondrent et les marchés fusionnent. Les conséquences sont que des grandes entreprises se développent en multinationales pour pouvoir mieux opérer sur les marchés mondiaux. Et ainsi l'on exige que les structures politiques s'adaptent aussi à cette «tendance à la grandeur». Les frontières des cantons et des communes perdraient de leur importance. Elles ne feraient que gêner les forces du marché et le développement économique. Les nouvelles multinationales qui, jour après jour résultent de fusions et de prises de contrôle, auraient besoin d'un entourage politique et juridique adéquat. Les règles de l'OMC et de l'UE en offriraient la garantie.

Cette argumentation est construite sur des réflexions purement économiques. Le bien commun, d'importance centrale pour une vie en commun paisible, remplie et juste, est totalement négligé.

2. Adhésion à l'UE: le Conseil fédéral poursuit depuis des années l'objectif stratégique de l'adhésion à l'UE. La Suisse doit y être préparée à petits pas et pour s'aligner de plus en plus sur l'UE. Cela se fait par la soi-disant «adaptation autonome» des directives de l'UE et par des accords bilatéraux. De l'autre côté, il fallait et il le faut toujours éliminer les obstacles qui empêchent une adhésion par des «réformes» internes. Sans doute, le débat sur le fédéralisme doit aussi y contribuer. Pourquoi?

   Ce sont surtout les structures d'espaces limités de la Suisse qui ne vont pas avec l'UE dont la politique est dirigée de manière centraliste et adaptée à de grands espaces. En 2001, le Conseil fédéral a concrétisé la voie à suivre dans l'introduction de son message du 14 novembre 2001 concernant la *Réforme de la péréquation financière* (RPT). Pas à pas des entités politiques plus grandes pourraient être formées. Les cantons pourraient être réunis en grandes régions et les 3000 communes, pour la plupart petites, pourraient être regroupées en communes plus grandes dans les vallées ou les régions. (Feuilles fédérales 2002, p. 2166ss). Les grandes villes avec leurs environs doivent former des agglomérations politiques. L'étude intitulée «Les cantons face au défi de l'adhésion à l'UE»[3], commandée par la Conférence des gouvernements cantonaux *(CdC)*, justifie politiquement et juridiquement cette stratégie en 2001: les grandes entités régionales auraient le poids politique nécessaire pour être entendues à Bruxelles. S'y ajoute que les directives bruxelloises seraient conçues pour de grands espaces. Dans les petites structures décentralisées de Suisse, il serait difficile de les réaliser de manière uniforme. Cela paraît logique. En 2001, des sondages de la CdC avaient révélé que plus de 60% des directives juridiques au sein de l'UE émanent de Bruxelles. (Aujourd'hui on parle de plus de 80%.)

En clair, cela veut dire que pour les centrales du pouvoir des structures réduites, décentralisées, fédérales et libérales sont une horreur parce qu'elles sont difficiles à gérer et diriger depuis le haut. Au sein de l'UE, il y a des pays qui ont radicalement réduit le nombre de leurs communes. – Certains lecteurs objecteront que ces réformes des structures en Suisse n'ont rien à faire avec l'UE. – Est-ce véritablement le cas?

### Conférence nationale sur le fédéralisme de 2005

Un regard rétrospectif sur la première *Conférence nationale sur le fédéralisme* de 2005 vaut la peine. Le sujet principal en était le «Fédéralisme coopératif». Je m'y suis déjà référé ci-dessus. Cette rétrospective a un certain intérêt puisque aussi bien le conseiller fédéral déchu *Christoph Blocher* (UDC) que la conseillère fédérale fraîchement élue *Evelyn Widmer-Schlumpf* (UDC) y ont fait une intervention portant sur le «fédéralisme». Dans l'exposé de Mme Widmer-Schlumpf, il n'y a aucune allusion à la politique de l'UDC des années 90 qui avait, à l'époque, empêché l'adhésion à l'EEE et qui représente toujours une position critique envers la politique européenne. Widmer-Schlumpf avait représenté la politique du Conseil fédéral de l'époque qui, après la votation négative sur l'EEE avait fortement soutenu un rapprochement avec l'UE. – L'exposé du conseiller fédéral Blocher par contre est truffé de termes tels que «responsabilité autonome» et «autodétermination» dans le cadre du fédéralisme. Il s'est désigné lui-même comme «Fédéraliste invétéré» et n'a pas épargné l'UE de critiques massives dans ce contexte.[4]

Est-ce que, par la destitution du conseiller fédéral Blocher, on a voulu se débarrasser d'un obstacle dans la politique européenne du pays? Le Conseil fédéral dans sa nouvelle composition poursuivra-t-il comme avant l'objectif stratégique d'une adhésion à l'UE – cette fois probablement sans le dire ouvertement? Il y a un passage intéressant dans la conférence de Widmer-Schlumpf. Elle a parlé de manière générale du «besoin toujours plus urgent de se défaire des petits espaces afin de pouvoir résoudre différents problèmes». Que voulait-elle exprimer concrètement par cela?

La deuxième *Conférence nationale sur le fédéralisme* qui aura lieu en mars, où l'efficacité des petites structures sera discutée, a été annoncée, il y a quelques semaines, par le conseiller fédéral Blocher. Lors de la conférence de presse, il s'est exprimé sans ambiguïté: «Quiconque dénigre le fédéralisme par l'expression de «Kantönligeist» (esprit ren-

Suite page 7

Votations fédérales du 24/2/08

# L'initiative contre le bruit des avions de combat ne conduira pas à la mort de l'aviation militaire

Il importe peu d'où vient cette initiative populaire. Il faut souligner qu'il serait bon que Berne prenne, en matière de questions militaires, plus au sérieux les initiatives populaires et les référendums, et surtout qu'elle les traite de façon plus correcte. Il semble que le fait que le *Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports* (DDPS) n'ait pas cru bon de présenter un contre-projet à l'initiative et se soit contenté d'une majorité parlementaire, provient de son manque de sensibilité envers la population. Cela est confirmé par les prises de position et les contributions des médias au cours des semaines passées et de ces derniers jours. On y trouve, comme lors du débat sur *Armée XXI*, la même prétention du monopole de la vérité, dans ce combat contre l'initiative. Il semble bien qu'on cherche à mettre les partisans de l'initiative au «coin» en entonnant déjà le «chant de la mort» de l'aviation militaire. Est-ce vraiment nécessaire?

Après le bide que fut *Armée XXI*, il serait bon de traiter cette initiative en tant que chance pour l'armée, car l'aviation militaire n'est pas la seule composante de la sécurité de notre pays; tant les partisans que les adversaires devraient le savoir. Le souci pour les emplois, la souveraineté et la neutralité, les possibilités d'entraînements correctes, les options stratégiques, tous ces domaines nous regardent, et pas «seulement» l'aviation militaire. Le chef du DDPS avait déjà entendu ces arguments lors de la campagne pour *Armée XXI*, mais il les avait ignorés, voire refoulés. Ne remarque-t-on de nouveau pas que l'armée n'est plus soutenue par une bonne partie de la population? Dans l'Oberland bernois on lutte pour y installer des emplois; on a enfin pris conscience de ce problème! Est-ce que ce sont véritablement les motifs de l'initiative?

Qu'en est-il, dans notre pays, du soutien à notre armée? Qu'en pensent les citoyennes et les citoyens des régions où le DDPS a supprimé des emplois? Là, où des aérodromes ont été laissés à la «nature» et des arsenaux fermés? Est-ce que les emplacements de l'armée aérienne ont été choisis si correctement qu'il n'est pas pensable d'envisager une adaptation, avec les conséquences à prévoir? Lorsqu'on se donne la peine de consulter une carte de la Suisse, on remarque que les emplacements actuels ne sont distants les uns des autres que d'une centaine de kilomètres. Est-ce vraiment correct du point de vue stratégique et de la formation des pilotes? Il est vrai que le DDPS et les Commissions de la politique de sécurité parlementaires pourraient se plaindre de la situation financière de l'armée lors d'adaptations. N'y a-t-il pas des positions dans le budget du DDPS qu'on pourrait réexaminer? Peut-être les coûts des «troupes de mercenaires»?

Les responsables de l'aviation militaire feraient bien, en la circonstance, et au cas où leurs pilotes pourraient continuer de s'exercer dans les régions touristiques, de vérifier s'ils peuvent compter sur la compréhension et le soutien des «spectateurs au sol». Heureusement que les responsables du DDPS ne remettent pas encore en question l'importance des exercices de l'aviation militaire en relation avec les difficultés topographiques et météorologiques telles qu'elles se présentent dans notre pays. Pas plus que le fait que notre pays est trop petit pour y permettre une formation de pilotes. Il est parfaitement exagéré de prétendre que notre aviation militaire disparaîtrait en cas d'acceptation de l'initiative.

Nous nous retrouvons au point où il faut réfléchir à la stratégie et aux moyens de l'armée, et pas seulement de l'aviation. Nous autres, citoyens et citoyennes de ce pays, avons le droit d'exiger, quel que soit le résultat de la votation, que les responsables de notre armée révisent la doctrine d'engagement dans le sens d'une solution durable et d'envisager des adaptations. Cela pourrait signifier le déplacement de parties des entreprises actuelles à des emplacements adéquats. On ne manque pas de possibilités, du fait que les anciens aérodromes militaires se trouvent toujours sur la carte du pays.

Cela demanderait toutefois de la part du DDPS le courage de reconnaître les erreurs commises et de les corriger. Ce n'est possible, cependant, que dans la mesure où dans ce département on se mettrait à adopter une façon démocratique de penser et que les politiciens choisissent les membres des Commissions de la politique de sécurité parlementaires selon leur connaissance de l'armée. Des membres de ces commissions qui n'auraient pas oublié à quoi sert l'armée et combien elle doit être ancrée dans la population. L'armée en profiterait à long terme du fait qu'elle serait mieux comprise et acceptée et qu'elle pourrait se présenter de façon plus assurée.

*Albert Vincenz,*
*colonel à la retraite et ancien commandant du régiment d'infanterie 60*

---

**«Où va le fédéralisme?»**
suite de la page 6

fermé dans son canton) et qui prône l'égalitarisme, fait fausse route. […] Dans un monde globalisé, le fédéralisme n'est en aucun cas «un produit de fin de série» […].» («Südostschweiz» du 28/8/07)

Une autre chose saute aux yeux: Les nombreux exposés donnés lors de la *Conférence nationale sur le fédéralisme* de 2005 peuvent être consultés depuis longtemps sur le site Internet de la CdC. L'intervention de Mme Widmer-Schlumpf s'y trouve. Mais l'intervention de l'ancien conseiller fédéral Blocher y manque.[5] Elle n'est pas non plus contenue dans les actes de cette conférence bien qu'il y ait participé en tant que conseiller fédéral. – Est-ce là une stratégie ou simplement une négligence?

### Les communes – un produit de fin de série?

Dans les discussions actuelles autour de la réforme des structures, ils s'agit surtout des communes. On remarque que la Confédération et les cantons, en tant que niveaux supérieurs de l'Etat, affaiblissent souvent les communes de par leur politique et sapent ainsi petit à petit leur souveraineté. Cela se produit en leur enlevant leurs tâches traditionnelles pour les organiser de manière centralisée et en leur retirant le soutien. Des exemples de cette tendance sont la centralisation des états-civils, de la protection civile, des bureaux du cadastre et en maints endroits aussi de l'administration des impôts, de l'assistance sociale – tout cela, dans le fond, des tâches typiquement communales pouvant être accomplies dans les communes proches du citoyen, souvent beaucoup mieux que dans une centrale éloignée. D'autres «réformes» affaiblissent également les communes.

Comme exemple, nous allons citer la suppression du *Fond d'aide à l'investissement* dans le cadre de la «Nouvelle politique régionale NPR» propagée par le conseiller fédéral *Deiss.* Au cours des trente années avant sa disparition, ce fonds avait accordé à des petits villages de montagne des prêts sans intérêts mais remboursables pour le développement de leurs infrastructures – une aide bénéfique. Le capital d'environ 1,5 milliards de francs suisses est versé depuis peu dans un nouveau fonds intitulé «Fonds pour le développement régional». Celui-ci est conçu d'après l'exemple du «Fonds européen pour le développement régional» et il accorde – comme dans l'UE – avant tout des subventions d'encouragement économique non remboursables, ce qui ne correspond absolument pas aux traditions de la politique régionale suisse. Dans cette énumération, il ne faut pas oublier le Tribunal fédéral qui a depuis peu pris aux communes le droit politique de la naturalisation. Une naturalisation ne sera à l'avenir plus qu'un acte administratif qui pourra être contesté devant un tribunal.

A l'intérieur des cantons on trouve également des exemples de politique qui affaiblit de façon ciblée les petites communes. Ainsi, dans le canton des Grisons, une commune de moins de 200 habitants reçoit nettement moins de péréquation financière qu'une commune plus grande dans une situation équivalente. La nouvelle péréquation financière planifiée dans le canton de Zurich prévoit des mécanismes similaires. Ainsi les petites communes seront beaucoup moins soutenues. Dans le canton de Glaris un projet a été présenté qui veut transmettre au canton le droit séculaire de prélever les intérêts sur l'eau. On en parle aussi dans le canton des Grisons. La réforme radicale dans le canton de Glaris, qui a entièrement supprimé les communes qui se sont développées au fil des siècles (et veut créer quelque chose de tout à fait nouveau) sans que les communes aient eu voix au chapitre, cela éveille des sentiments mitigés. Que se passera-t-il si on agit de la sorte au niveau fédéral? Est-ce que les petits cantons tels Glaris ou Appenzell Rhodes Intérieures seront un jour supprimés par décision de la majorité de la population suisse, sans que leurs populations aient pu s'exprimer? – Je pense que de cette manière les fondements de notre Etat seraient mis en question. Les Glaronais ont préparé le terrain pour un tel développement néfaste.

### Quels doivent être les objectifs pour la politique?

La forte orientation stratégique de la Suisse vers l'UE et l'OMC est-elle justifiée? – Une remarque d'abord: Le peuple n'a aucunement donné son accord à l'adhésion à l'UE – et pas non plus comme objectif. S'y ajoute que l'avenir de l'UE dans sa forme actuelle est très incertain, suite au rejet du projet de traité constitutionnel par la France et les Pays-Bas en 2005. Le soi-disant «mini-traité» de Lisbonne n'est pas encore ratifié. Les gouvernements nationaux tentent par tous les moyens d'éviter des référendums.

La position par rapport à l'OMC a également changé ces dernières années. L'euphorie des années 90, de déréguler les marchés tout autour du globe en 20 ans, s'est en grande partie envolée. Les négociations de l'OMC en cours (Ronde de Doha) qui auraient dû rapprocher le monde de cet objectif, stagne depuis plus de six ans. Les chances d'arriver à un accord sont minimes. Au contraire, on se rend de plus en plus compte que ce nouvel ordre économique mondial n'est pas du tout souhaitable, car il ne tient pas compte de l'état de développement très divers entre les pays et des besoins variés sur notre terre. L'ensemble des dispositions de l'OMC comme de l'UE favorisent unilatéralement les grandes entreprises multinationales, qui – et c'est compréhensible – préfèrent des conditions-cadre uniformes et à grand espace. Mais cela nie et ignore les exigences des populations.

Actuellement, il y a heureusement de nouvelles tendances. Il y a de plus en plus d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux qui se concluent, tout comme si l'OMC n'existait pas. Ils rendent possible des solutions sur mesure et flexibles qui tiennent davantage compte des besoins de la population tout entière. En font notamment partie le maintien de l'agriculture propre au pays et le soin des petites et moyennes entreprises ancrées dans les communes.

### Coopération libre

Déjà après la Seconde Guerre mondiale, le professeur *Gasser* a attiré l'attention sur le fait que des valeurs sociales se développent dans des communes libres, qui se basent sur le principe de la coopération libre et d'égal à égal.[6] Il y voyait aussi un modèle pour la paix – surtout pour l'Europe, mais aussi pour le monde entier. *Horizons et débats* en a parlé déjà plusieurs fois.

A l'opposé de cela, il y a l'esprit de subordination obéissante, qui habitue les citoyens aux ordres et à l'obéissance. Cet esprit caractérise malheureusement les grands centres politiques et économiques du pouvoir qui gouvernent le monde et qui trop souvent poursuivent d'autres buts que le bien commun. La question doit être posée, de savoir jusqu'à quel point les acteurs qui centralisent aujourd'hui la vie communale et qui veulent former depuis le haut de nouvelles entités à partir des communes et des cantons actuels, sont guidés par des motifs semblables.

Les avantages du fédéralisme et de la libre coopération comme Gasser les décrit, doivent être soulignés par une citation de poète: Dans le *Fanion des sept sages* (*Nouvelles zurichoises*), l'écrivain zurichois *Gottfried Keller* (1819-1890) fait l'éloge du fédéralisme en ces termes: «Comme il est heureux qu'il n'y ait pas qu'un seul type monotone de Suisses mais des Zurichois, des Bernois, des Unterwaldiens, des Neuchâtelois, des Grisons et des Bâlois – même deux sortes de Bâlois – qu'il existe une histoire de Genève et une histoire d'Appenzell! Cette diversité dans l'unité – que Dieu nous la conserve! – est une bonne école de l'amitié et c'est là où la cohésion politique aboutit à l'amitié au sein d'un peuple tout entier qu'on réalise les plus grandes choses.»

Le vrai fédéralisme est déjà coopératif en soi, le vrai fédéralisme vit d'un esprit libéral. Dans les communes, les petites structures fédéralistes sont soutenues directement par les citoyennes et citoyens et permettent une coopération libre à très haut niveau – et c'est dans ce sens que «la petite taille a de beaux atouts». •

1 Andreas Ladner, Marc Bühlman, Demokratie in den Gemeinden – Der Einfluss der Gemeindegrösse und anderer Faktoren auf die Qualität der lokalen Demokratie, Zurich 2007

2 Adrian Vatter, Markus Freitag: Föderalismus und staatliche Verschuldung, in: Österreichische Zeitschrift für Politikwissenschaft (ÖZP), 33 JG. (2004) H.2, p. 175-190

3 Konferenz der Kantonsregierungen (Ed.), Die Kantone vor der Herausforderung eine EU-Beitritts, Bericht der Arbeitsgruppe «Europa-Reformen der Kantone», Zurich 2001

4 Les interventions du congrès peuvent être consultées sur le site de l'Institut pour le fédéralisme de l'Université de Fribourg.

5 On trouve l'intervention du conseiller fédéral Blocher sur le site de l'Institut pour le fédéralisme de l'Université de Fribourg mais pas sur celui de CdC.

6 Adolf Gasser, Gemeindefreiheit als Rettung Europas, Bâle 1947, p.12

---

**Courrier des lecteurs**

# Conception démocratique à la mode de l'UE

Dans la presse quotidienne, on peut lire que le chef du gouvernement portugais *Socrates* a l'intention de ratifier le traité de réforme de l'UE par le parlement sans scrutin populaire. Depuis des années, les hommes politiques de l'UE n'arrêtent pas de prétendre qu'ils soutiennent le renforcement de la démocratie dans l'UE. Mais pourquoi alors refusent-ils de soumettre aux peuples des 27 Etats, une réorganisation aussi radicale, qui en premier lieu réduira le principe de l'unanimité de tous les Etats membres?

Socrates nous montre très clairement son motif pour une ratification sans scrutin populaire: Il ne veut «pas alimenter de doute sur la légitimité d'une ratification parlementaire dans les autres pays et il ne veut pas compromettre l'entrée en vigueur du «Traité de Lisbonne». Le Portugal ne veut pas être responsable d' «un nouveau blocage dans l'UE».

Selon la compréhension des supérieurs de l'UE, «Démocratie» signifie que le peuple ne doit à aucun prix être interrogé si le risque existe qu'un des pays pourrait voter non. Lors d'une deuxième tentative, les dames et messieurs de Bruxelles veulent absolument empêcher un vote négatif comme celui de la France ou des Pays-bas au traité établissant une constitution pour l'Europe– un traité qui soi-disant n'a aucune ressemblance avec le traité actuel.

Une fois de plus, on s'étonne qu'il y ait des hommes politiques suisses qui veulent adhérer à un organisme géant non démocratique tel que l'UE, en nous faisant croire qu'ils convaincraient les groupes de pression de nos idées de la démocratie.

*Marianne Wüthrich, Zurich*

Source: *Neue Zürcher Zeitung* du 10/1/08

# Les jeux informatiques brutaux détruisent le sentiment d'empathie

## Conseils aux parents sur la manière dont ils peuvent reconnaître les jeux informatiques brutaux et protéger leurs enfants contre ceux-ci

*Communiqué de presse de la «Deutsche Gesellschaft für wissenschaftliche Gesprächspsychotherapie» (Association allemande de psychothérapie scientifique centrée sur la personne) – GwG*

*Les psychothérapeutes exigent l'interdiction des jeux informatiques, dans lesquels les adolescents sont récompensés pour tuer et torturer des êtres humains. De tels jeux sont commercialisés de plus en plus sous la désignation de «jeux de tir» en minimisant ainsi leur effet. Le terme de «compétence médiatique» leur sert souvent de couverture. Les enfants et les adolescents auraient besoin aujourd'hui d'un «enseignement médiatique»!*

Selon les expériences de nombreux spécialistes de la *Deutsche Gesellschaft für wissenschaftliche Gesprächspsychotherapie* (GwG) issues des services de consultation psychothérapeutiques et des services de psychologie scolaires, les jeux favorisant la violence sont une catastrophe au niveau du développement psychologique des utilisateurs, la plupart du temps des adolescents. La *GwG* est la plus grande association professionnelle de psychothérapie et de consultation en Europe. Elle exige maintenant d'interdire légalement les jeux faisant l'apologie de la violence afin de préserver un consensus fondamental relatif à une société humaine.

*Elke Ostbomk-Fischer*, maître de conférences et membre de la *GwG* déclare que «les jeux de tueurs sont comme des mines antipersonnel pour l'âme». Elle ajoute que «le fait de laisser les jeunes gens aux prises des médias a atteint une dimension tellement effrayante ces dernières années que les responsables politiques doivent agir immédiatement avant qu'une génération entière d'enfants et d'adolescents soit entraînée dans le tourbillon de la violence.» Ainsi, Elke Ostbomk-Fischer est d'accord avec des criminologues renommés et des scientifiques critiques vis-à-vis des médias quand elle déclare que «certains de ces jeux méprisent l'être humain et sont illégaux. C'est pourquoi leur fabrication et leur distribution doivent être punissables.»

Un nombre croissant d'enfants toujours plus jeunes perdent leur empathie naturelle, quand ils plongent pendant des heures et des jours dans des mondes d'action les plus brutaux, dans lesquels la destruction et le meurtre sont vécus comme du plaisir et de la fascination. Les garçons sont particulièrement touchés par cela. Ils se comportent de plus en plus de manière agressive et on peut à peine les convaincre d'adopter les règles sociales de la collectivité humaine.

Un nombre croissant d'adolescents passent plus de temps à des jeux informatiques favorisant la dépendance qu'à l'école. *Karl-Otto Hentze*, psychothérapeute et directeur de la *GwG* déclare que «beaucoup de parents se sentent de plus en plus abandonnés et désespérés face à la supériorité des médias. Souvent, ils sont considérés par leurs enfants comme des retardataires s'ils réagissent de façon sceptique aux désirs de ceux-ci d'obtenir de tels cadeaux.» Les enfants, experts au niveau de l'Internet, convainquent leurs parents souvent au moyen d'arguments qui sont répandus sur Internet par des scientifiques liés à l'industrie informatique.

### Que sont les jeux de tueurs?

Selon un imprimé du Bundesrat 2007-0001-0100/76-07, ce sont «des programmes de jeux qui montrent des actes de violence cruels ou sinon inhumains contre des personnes ou des êtres semblables à l'humain et qui permettent au joueur de participer à la représentation de tels actes violents». A l'origine, ces jeux ont été développés au profit de l'armée américaine pour simuler des situations de guerre. Ils ont pour but de supprimer l'inhibition de tuer chez les soldats et d'élever «leur efficience en tant que tueurs».

Le psychologue militaire américain *David Grossman* met en garde de manière pressante contre cette méthode de conditionnement à la violence, qui a exactement le même effet chez les enfants et les adolescents quand ils jouent intensivement avec de tels programmes axés sur la violence.

### «Enseignement médiatique» au lieu de «compétence médiatique»

Les fabricants de jeux ont depuis longtemps accaparé le terme de «compétence médiatique». Les multinationales financent la recherche et des projets de formation continue pour acquérir «plus de compétence médiatique». Bien sûr, elles ont intérêt à empêcher une interdiction légale des jeux de tueurs. Quelques spécialistes les soutiennent dans ce sens avec des arguments tels que «les interdictions stimulent seulement …» (Cependant, cela serait également valable pour le feu rouge, pour le vol et même pour le meurtre.). Une autre stratégie est de revaloriser les jeux informatiques en tant que «bien culturel». «La compétence médiatique» favorise dans ce sens la connaissance exacte de types de jeux, d'appareils et de détails techniques. Le meurtre et la violence peuvent être acceptés ici comme «convention esthétique».

### «L'enseignement médiatique» inclut un enseignement au niveau émotionnel

Par contre, «l'enseignement médiatique» inclut un enseignement au niveau émotionnel.

**Deux ouvrages à propos de la violence médiatique qui méritent d'être lus**

*Commandes: Hippokratische Gesellschaft Schweiz, case postale 2806, 8033 Zurich ou hgs.ch@gmx.ch*

*ISBN 3-403-04268-5*

Ce fondement est clairement axé sur les conventions éthiques des droits de l'homme. La loi fondamentale sert pour cela de modèle et de mesure. «L'enseignement médiatique» encourage une culture des relations humaines basée sur l'humanisme et la coopération.

Sans enseignement critique, il est difficile de distinguer les conseils fondés au niveau pédagogique de ceux visant à favoriser les ventes.

### Formez votre propre jugement

Les questions suivantes vous aident à juger vous-mêmes un jeu informatique:

*1. Dans le jeu, apparaît-il des personnes ou des êtres qui*
- traitent les autres de manière indigne?
- ôtent aux autres leurs droits ou les chassent de leur domicile?
- volent la propriété des autres ou détruisent leur habitation?

*2. Dans le jeu, des personnes et des êtres*:
- sont-ils menacés ou terrifiés?
- leur inflige-t-on volontairement des douleurs?
- sont-ils torturés ou menacés de torture?
- leur coupe-t-on des membres?
- sont-ils étranglés ou leur casse-t-on la nuque?
- sont-ils blessés par des armes?
- sont-ils tués par une balle dans la tête ou déchiquetés par des bombes?

*3. Existe-t-il dans le jeu encore d'autres exemples d'actes inhumains et cruels? Ces actes sont-ils*:
- jugés comme un succès?
- présentés comme un plaisir?
- approuvés par des louanges?

*4. Des indices distincts et réalistes sont-ils absents du jeu?*
- sur l'illégalité des actes cruels,
- sur la souffrance des personnes, à qui on a infligé un mal cruel,
- sur les conséquences avec lesquelles les auteurs sont rendus responsables?

*5. Des solutions renonçant à la violence sont-elles absentes du jeu?*
- Y a-t-il un manque de suggestions relatives à la volonté d'aider, au respect et à la responsabilité sociale?
- Y a-t-il un manque d'exemples où la renonciation à la violence est reconnue comme une performance?

*6. Votre enfant serait-il dans ce jeu la personne même qui inflige des choses méchantes et cruelles aux autres et qui aurait ainsi du succès?*

Si vous répondez à plusieurs questions par l'affirmative, alors réfléchissez bien à ce que votre enfant apprend avec ce jeu.

### Comment les parents et le personnel pédagogique peuvent-ils protéger leurs enfants?

- Essayez, dans les domaines qui vous sont importants, d'être un bon modèle pour votre enfant.
- Remettez en question de manière critique les arguments soutenant les médias faisant l'apologie de la violence. Ecoutez votre propre sentiment et votre bon sens. Ne faites pas confiance à la limite d'âge inscrite sur l'emballage des jeux. La protection de la jeunesse ne suffit pas dans ce cas.
- Les jeux informatiques coûtent beaucoup d'argent et de temps. Souvent, l'acquisition d'autres appareils et d'accessoires est nécessaire. Ne vous laissez pas contraindre à dépenser plus d'argent que votre situation financière ne vous le permet.
- Observez la manière dont vos enfants se servent des médias. C'est plus facile quand un ordinateur est utilisé en commun dans une pièce centrale. Il en va de même pour la télévision.
- Montrez de l'intérêt pour ce que votre enfant apprend, vit et ressent.
- Accompagnez et aidez votre enfant à s'exercer aux médias modernes. Vous remarquerez alors à temps, si votre enfant tombe sur des pages Internet ou des jeux que vous considérez comme inappropriés ou même dangereux.
- Parlez avec votre enfant ouvertement sur d'éventuels problèmes. Ne faites pas de reproches à votre enfant, ce n'est pas lui qui a inventé le contenu de ces jeux!
- Un «bon entretien» signifie que tous les participants s'efforcent d'être sincères et de comprendre la vue de l'autre. Pour cela, il faut:
- s'écouter réciproquement,
- se laisser parler mutuellement,
- ne pas déprécier ou ridiculiser des affirmations.

Ces règles valent également même si vous n'autorisez pas des jeux parce que, par exemple, ceux-ci violent de manière grossière la dignité humaine et vont à l'encontre de vos buts pédagogiques.

Source: *Communiqué de presse de la GwG* du 28/11/2007

Elke Ostbomk-Fischer, maître de conférences
Tél. +49 2263 4997
Karl-Otto Hentze, psychothérapeute,
Tél. +49 221 925 90 80
Ursula Reinsch, attachée de presse
Tél. + 49 221 68 60 10

**Courrier des lecteurs**

## La représentation de la violence dans les médias

En tant que professeur dans un lycée technique, j'ai écrit en 1984 une lettre au Ministre de la culture, M. *Schwier.*

Je lui ai demandé de réfléchir, avec ses collègues de Cabinet, sur la façon d'endiguer les représentations de la violence dans les médias.

A la demande de M. Schwier, un employé du ministère m'a répondu de la manière suivante:

«Monsieur *Terhag*, nous partageons vos préoccupations et aimerions répondre à votre requête positivement, malheureusement, en raison de la liberté de la presse, les mains nous sont liées. Néanmoins, nous en appelons à votre aide pour créer ensemble un front pédagogique de lutte contre ces désagréables co-éducateurs».

Si aujourd'hui, on construit des camps éducatifs et de plus grandes prisons, on peut douter de l'efficacité de notre Etat démocratique en tant qu'entité politique.

*Herbert Terhag, Cologne*

*Horizons et débats*

*Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains*

*Editeur*
Coopérative Zeit-Fragen

*Rédacteur en chef*
Jean-Paul Vuilleumier

*Rédaction et administration*
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

*CCP 87-748485-6*

*Imprimerie*
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

*© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».*